



PARTI RADICAL
Liberté, Égalité, **Fraternité**

*RAPPORT STATUTAIRE DE LA COMMISSION DEFENSE ET FORCES
ARMEES DU PARTI RADICAL*

117^{ème} Congrès du Parti Radical

Congrès de Réunification du Parti Radical

Président : Jean-Jacques CURIEL

Décembre 2017





PARTI RADICAL
Liberté, Égalité, **Fraternité**

*RAPPORT STATUTAIRE DE LA COMMISSION DEFENSE ET FORCES
ARMEES DU PARTI RADICAL*

117^{ième} Congrès du Parti Radical

Congrès de Réunification du Parti Radical

Je tiens tout d'abord à remercier très chaleureusement les Membres de la Commission, notamment nos amis de province qui se sont investis dans nos travaux et ont contribué à la production de réflexions et d'idées et tout particulièrement M. Robert Oger et M. Claude Poli, jeunes Radicaux de toujours, ainsi que M. Gérard Wajsbrodt pour sa coopération.

Au moment où L'OTAN est engagée dans de nouveaux concepts stratégiques fluctuants, où les pays émergents d'Asie connaissent une influence grandissante et que la Chine, la Russie et l'Inde ont considérablement augmenté leurs budgets militaires, la question est de savoir si les Européens réussiront ou non, à s'affirmer comme puissance militaire, à l'heure où de nouvelles menaces comme la cybercriminalité, sont venues s'ajouter aux menaces traditionnelles ou terroristes.

A l'heure où la France se trouve toujours engagée sur les fronts militaires du Levant, du Sahel, en Centre-Afrique et en première ligne dans la lutte contre le terrorisme islamiste, en particulier avec l'opération Sentinelle qui a mobilisé près de 10 000 hommes en métropole,

A l'heure, où la France continue à occuper le rang qui est le sien sur la scène internationale, à défendre ses valeurs séculaires, et assurer la sécurité de ses concitoyens,

A l'heure où se posent pour la Défense Nationale des questions existentielles, cette dernière apparaît comme la première raison d'être de l'Etat.

La Commission Défense et Forces Armées du Parti Radical :

- ❖ Tient à réitérer son total soutien, sa solidarité et son entière confiance à l'ensemble de nos Forces Armées, et notamment à l'Armée de Terre, la Marine, nos Forces Aériennes, le Service de Santé des Armées et à toutes nos Forces Spéciales, ainsi qu'au nouveau Chef d'Etat Major des Armées le Général Lecointre et à son prédécesseur le Général de Villiers.
- ❖ Estime qu'il est normal que la Défense participe au redressement des comptes de la Nation et aux engagements pris par le Président de la République. Mais il estime aussi que le budget des Armées ne doit pas être considéré par certains comme une simple variable d'ajustement budgétaire. La logique financière ne doit pas toujours prévaloir et l'emporter sur toute autre considération.
- ❖ Souhaite une réflexion globale pour une adéquation des moyens, aux ambitions stratégiques, politiques et diplomatiques de la France, à sa politique industrielle, à son indépendance et à sa liberté d'action.
- ❖ Demande que l'impact de l'augmentation du coût des Opex ne puisse menacer en rien les crédits d'équipements, le renouvellement des armements qui s'érodent rapidement en mission ainsi que l'amélioration de la situation matérielle des militaires.
- ❖ Désire un recadrage budgétaire en faveur de la Défense en priorité en cas de reprise de la croissance, et veillera enfin avec la plus ferme vigilance, pour que ne soit en rien raboté à l'avenir le budget des Armées.
- ❖ Se félicite que le Président Emmanuel Macron, Chef des Armées, dès le jour de la passation des pouvoirs à l'Elysée le 14 mai 2017, a multiplié les signes, marquant son souci d'endosser d'emblée fortement ses prérogatives présidentielles (visite des militaires blessés à l'hôpital Percy, déplacement au Mali auprès des militaires de l'Opération Barkhane, embarquement et hélitreuillage à bord du sous-marin nucléaire « Le Terrible » au large de Toulon). Et qu'il ait sanctuarisé sa promesse de campagne depuis longtemps préconisée par les Radicaux, d'amener à la fin de son mandat présidentiel le budget des Armées à 2% du PIB hors dépenses exceptionnelles.
- ❖ Exige que la France, qui assure l'essentiel des missions de défense de l'Europe, puisse en contrepartie de ses efforts, obtenir de l'Union Européenne de défalquer une partie du poids de ses dépenses militaires du décompte des 3% de déficit budgétaire à ne pas dépasser.
- ❖ Exprime enfin son vœu de voir se réaliser l'Europe de la Défense :
 - Pour cela, la solution de l'avenir repose aussi sur le renforcement des coopérations militaires, l'identification des capacités et des matériels des pays européens qui pourraient être partagés, la mutualisation des moyens opérationnels et des missions de sécurité, notamment pour la lutte contre le terrorisme.
 - En période de restriction budgétaire, ne réitérons pas les erreurs commises après la chute du Mur de Berlin en 1989 où l'Europe a privilégié la taille des armées au détriment de l'effort de recherche, et à cet effet encourageons les Partenariats Publics Privés.
 - L'Europe de la Défense doit développer des synergies et cesser d'éparpiller ses efforts. Cela implique le partage d'une certaine souveraineté et la conviction de s'affirmer comme une puissance mondiale, et comme l'avait spécifié l'Amiral GUILLAUD, la réunion de 3 volontés : celle des armées qui est acquise, mais aussi celle des politiques et des opinions publiques qui restent parfois à conquérir.

Ainsi, le Parti Radical et sa Commission Défense et Forces Armées refusent la fatalité du déclin. Nous refusons la démission de l'Europe et la tentation du repli national, encouragé parfois et pas seulement dans les pays dits neutres, par des opinions publiques, souvent très méfiantes, voire hostiles à toute action internationale impliquant l'usage de la force.

Nous refusons que les valeurs qui constituent le fondement de notre République, l'humanisme, la laïcité, les Droits de l'Homme, soient bafouées, conspuées et combattues par des Etats voyous ou des organisations intégristes qui érigent le terrorisme et les attentats en méthode de gouvernance. Nous refusons que des dictatures comme celle de la Corée du Nord de Kim Jong Un, soient dotées de missiles pouvant atteindre les pays occidentaux et leurs alliés et fassent constamment des coups de force qui demeurent impunis.

Nous refusons, qu'à la crise économique, vienne s'ajouter une crise sécuritaire, avec ses conséquences fatales dont le décrochage en matière de recherche et d'innovation scientifique et technologique.

L'Europe est-elle prête à se retirer de l'Histoire ou a contrario se doit-elle de contribuer à la sécurité du XXIème siècle ?

Jean-Jacques CURIEL
Président de la Commission Défense et
Forces Armées du *Parti Radical*